

SHORT NEWS

La justice européenne met fin à la piraterie

(lc) - Même si la discussion sur les plateformes P2P comme « The Pirate Bay » (un site suédois, le plus actif et le plus connu) est presque aussi vieille que l'internet, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) vient enfin d'établir des règles claires. Et celles-ci ne sont pas dans l'intérêt des utilisateurs de « torrents », malgré ce que proposait entre autres The Pirate Bay. Cités d'abord devant la justice néerlandaise par la Stichting Brein, une fondation de défense des droits d'auteur, deux fournisseurs d'accès (Ziggo et XS4ALL - dont les utilisateurs sont en grande partie des assidus des « torrents ») se sont retrouvés au Kirchberg. La question était de savoir si la simple mise à disposition de ces « torrents » constituait déjà une « mise en communication » (donc tombant sous le droit d'auteur) selon la directive européenne ou non. Les fournisseurs d'accès ont plaidé contre, mais ils ont été coulés par la CJUE, pour laquelle il est désormais clair que la mise à disposition de contenus protégés par le droit d'auteur constitue une infraction. Ce qui devrait rendre plus rapide et facile le blocage des sites pirates par les gouvernements. Quant à « The Pirate Bay » : ses trois fondateurs ont été arrêtés en 2014 et purgent depuis une peine de prison en Suède.

LSBTI-Geflüchtete in Luxemburg

(tj) - Der Wissensstand zu schwulen, lesbischen, bisexuellen, trans* oder intergeschlechtlichen (kurz : LSBTI-) Geflüchteten in Luxemburg ist dürftig. Das geht aus der Antwort von Jean Asselborn auf eine parlamentarische Anfrage von Marc Baum hervor. So weiß das Ministerium zum Beispiel nicht, wie viele LSBTI-Personen zurzeit in hiesigen Unterkünften untergebracht sind. Auch wurden dem Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (Olai) bisher noch keine Fälle von Belästigung oder Misshandlung von diesem Personenkreis Zugehörigen in Flüchtlingszentren gemeldet. In einem 2016 veröffentlichten Bericht des Europa-Parlaments waren LSBTI-Personen als besonders verletzte Untergruppe der Geflüchteten herausgehoben worden. Die Mitgliedsstaaten wurden dazu aufgerufen, den speziellen Bedürfnissen dieser Menschen durch die Einrichtung von Weiterbildungsprogrammen entgegenzukommen. Für manche MitarbeiterInnen luxemburgischer Flüchtlingszentren sind die vom European asylum support office (Easo) angebotenen Fortbildungen „Interviewing techniques“ und „Interviewing vulnerable persons“ momentan bereits verpflichtend, so Asselborn in seiner Antwort. Fortbildungen für den Umgang mit LSBTI-Personen sind in Planung. Im Hinblick auf die Verletzlichkeit von LSBTI-Geflüchteten empfiehlt das Europaparlament, besondere Empfangseinrichtungen zu schaffen. Auf Baums Frage hin, was hierzulande diesbezüglich vorgesehen sei, betont Asselborn, dass die luxemburgischen Unterkünfte die Respektierung der Privatsphäre der Untergekommenen - besonders derjenigen mit erhöhter Verletzlichkeit - gewährleisten.

Armes nucléaires : négociier pour interdire

(lm) - Un monde sans bombes nucléaires, on n'y est pas encore. Mais le 15 juin, des négociations sur une convention interdisant ces armes ont commencé au sein de l'ONU à New York. Plus de 100 pays avaient participé à la première séance en mars ; désormais, on discute sur la base d'une ébauche de la convention. Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip), un think-tank bruxellois, vient de publier une analyse de ce premier « draft » (www.grip.org/fr/node/2356). L'auteur Jean-Marie Collin estime qu'il faudra encore renforcer et compléter ce texte, mais n'exclut pas la possibilité qu'à la fin des négociations, prévues jusqu'au 7 juillet, une convention soit adoptée. Celle-ci compléterait celles qui existent déjà pour interdire les deux autres types d'armes de destruction massive et celles contre les mines antipersonnel et les sous-munitions. Notons qu'aucune des puissances nucléaires ne participe, malgré des ouvertures du côté de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et... de la Corée du Nord. Et que la pression des États-Unis a empêché la participation des pays de l'Otan, parmi lesquels le Luxembourg. Parmi les membres de l'UE, seuls participent la Suède, l'Irlande, Malte, Chypre et l'Autriche, qui avait joué un rôle important dans la préparation des négociations (woxx 1320).

AKTUELL

DROIT DU TRAVAIL

Reclassés dans le nirvana

Luc Caregari

Depuis que la nouvelle loi sur le reclassement est entrée en vigueur, les lignes ont bougé dans un dossier déjà très empoussiéré. Pourtant, selon l'OGBL, la réforme a aussi apporté de nouveaux problèmes.

D'emblée, Carlos Pereira - membre du bureau exécutif de l'OGBL - a posé les jalons : « Le reclassement, c'est un dossier extrêmement indigeste. C'est même plus complexe que celui des retraites. » Et c'est vrai : un salarié qui par accident ou maladie se retrouve reclassé, qu'il soit interne ou externe, est confronté à pas moins de six administrations différentes (Caisse nationale de santé, médecine du travail, caisse de pension, Centre commun de la Sécurité sociale, Adem et Service santé et sécurité au travail) dépendant de trois ministères (Sécurité sociale, Travail et Santé). Mieux vaut donc être bien encadré si un malheur vous frappe. Et mieux vaut aussi être rompu au zen et disposer de réserves, car les procédures peuvent être longues et fastidieuses, sans exclure des phases où aucune indemnité n'est payée.

Six administrations, trois ministères.

Car certes, la nouvelle loi - entrée en vigueur le premier janvier 2016 - a réussi à balayer quelques injustices. Pereira cite notamment l'exemple de la femme de ménage au dos cassé, qui ne pouvait pas toucher d'indemnités car la médecine du travail estimait que si elle ne pouvait plus travailler dans le nettoyage, cela ne voulait pas dire qu'elle serait incapable de, par exemple, devenir directrice de sa boîte. Mais la réforme a également ouvert la porte à d'autres absurdités.

Ainsi, les procédures de réévaluation qui peuvent frapper des reclassés - donc des personnes qui profitent d'une indemnité d'attente parfois pendant plusieurs années - et qui d'un jour à l'autre peuvent être déclarés aptes au travail, alors qu'ils ne sont plus sur le marché depuis longtemps : « Ces gens sont jetés dans le vide, sans mesure d'accompagnement », déclare Pereira. Il pointe aussi vers l'absurdité des échanges entre les responsables du contrôle médical et la médecine du travail, qui souvent arrivent à des résultats contraires.

Une autre absurdité est la disposition de forcer l'employeur (d'une boîte d'au moins 25 employés) à reclasser en interne les personnes qui ont dix ans d'ancienneté. Ici, l'OGBL voit deux problèmes : d'un côté pour l'employeur, qui n'a peut-être pas le poste requis pour la personne à reclasser dans son entreprise, surtout s'il s'agit d'une PME. « Là, ce serait à l'UEL de réagir en fait », déclare Pereira, mais il ajoute que la plupart des patrons n'appliquent pas ces règles et préfèrent payer pendant un an pour laisser partir l'employé au chômage. De l'autre côté, ce sont souvent les salariés qui sont sanctionnés par une interprétation très rigide du texte de loi. Ainsi, il est bien possible d'avoir une ancienneté de dix ans ou plus, mais de ne pas pouvoir profiter d'un reclassement interne, parce que la boîte a changé de nom (comme Arcelor qui est devenue ArcelorMittal), ou un transfert d'entreprise (ce qui arrive souvent dans le nettoyage : un patron perd sa soumission, mais les employés restent en poste et sont repris par une autre boîte). Même un simple changement de carrière peut mener à la perte de ce privilège.

Finalement, c'est la bureaucratie qui mettrait, selon l'OGBL, beaucoup de salariés dans le pétrin. L'indemnité compensatoire présente des délais importants, laissant les personnes affectées sans salaire, ou seulement la moitié s'ils sont repris à mi-temps en interne (dans ce cas, elles doivent aussi se procurer une deuxième fiche d'impôt pour différencier salaire et indemnités). Combiner cela à une situation de stress personnelle et probablement des frais médicaux - ce n'est pas l'idéal à vivre.

Pour pallier ces problèmes, l'OGBL a proposé des simplifications administratives et d'autres mesures, notamment la création d'un statut de reclassé général, qui ne discriminerait plus les reclassés externes. À la question de savoir pourquoi une loi sur laquelle tant de discussions ont été menées demeure toujours imparfaite, Pereira a répondu : « Je crois que les décideurs politiques n'ont pas vu tous les détails et tous les cas de figure qui peuvent être entraînés par cette législation. » En tout cas, le gouvernement ne semble pas prêt à revenir sur le texte : en janvier 2017, l'OGBL a demandé des entrevues avec les trois ministères concernés - sans réponse jusqu'à aujourd'hui.